

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
3320	01/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif aux indemnités de frais de mission	779	JO 15 mars 1944
3321	01/01/44	Décret		Etat Français	relatif au service interministériel de protection contre les évènements de guerre	946	JO 30 mars 1944
3322	01/01/44	Loi	1	Etat Français	relative au commissariat général à la main d'oeuvre française en Allemagne	149	JO 11 janvier 1944
3323	02/01/44	Décret		Etat Français	de nomination	71	JO 4 janvier 1944
3324	02/01/44	Loi	23	Etat Français	modifiant la loi du 1° mai 1943 relative aux conditions de nomination et d'avancement des membres du corps préfectoral	277	JO 26 janvier 1944
3325	03/01/44	Arrêté		Etat Français	41 arrêtés de création de syndicats par catégories (employés, employeurs et agents de maîtrise) et par branches et villes	167 à 169	JO 14 janvier 1944
3326	03/01/44	Arrêté		Etat Français	établissant une cotisation exceptionnelle au profit du comité d'organisation des minéraux et métaux bruts		JO 1° février 1944
3327	03/01/44	Arrêté		Etat Français	modifiant le taux des cotisations auxquelles sont assujettis certains ressortissants du comité d'organisation des minéraux et métaux bruts		

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
3320		indemnité, organisation des pouvoirs publics, fonction publique			personnel du service interministériel de protection contre les événements de guerre.
3321			Décret 1° mai 1944		Décret relatif au statut du personnel.
3322		travail -- Allemagne -- commissariat -- main-d'oeuvre			Le commissariat prend l'appellation de commissariat général d'action sociale pour les Français travaillant en Allemagne, sous l'autorité du secrétariat d'Etat au travail. Transferts de crédits dans les conditions posées par la loi du 15 octobre 1940.
3323		gouvernement, nomination de membre, cabinet p. Laval, vichy, secrétaire général			m. Bertrand est nommé secrétaire général de l'instruction publique en remplacement de m. terrasser.
3324		préfet, administration, ministère, intérieur, statut			
3325					
3326					
3327					

3328	03/01/44	Arrêté		Etat Français	portant obligation de déshuiler les farines de poisson dont la teneur en corps gras dépasse les 5% de poids de la matière brut	162	JO 13 janvier 1944
3329	03/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif aux comités centraux de rationnement	347	JO 1° février 1944
3330	03/01/44	Décret		Etat Français	portant création du comité d'organisation de la fabrication des liqueurs		
3331	03/01/44	Loi		Etat Français	relatif au régime disciplinaire des écoles d'apprentissage maritime	138	JO 9 janvier 1944
3332	04/01/44	Arrêté		Etat Français	portant nomination de m. Robert Darigol comme délégué général du centre d'information des ouvriers	106	JO 6 janvier 1944
3333	04/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif à la représentation des droguistes au sein des organismes professionnels	467	JO 12 février 1944
3334	04/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif au financement du du groupement interprofessionnel du tartre et des produits tartreux	917	JO 28 mars 1944
3335	04/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif aux élections des membres des chambres des pharmaciens et conseils des organismes professionnels	467	JO 12 février 1944
3336	04/01/44	Décret	532	Etat Français	de modification provisoire du décret du 30 mai 1937, art. 1, 2, 3, 4	708	JO 7 mars 1944

3328					
3329		agriculture, répartition, produit, comité, rationnement			modifie l'arrêté du 21 novembre 1941 art. 9 (nomination du chef des services financiers).
3330					
3331		marine -- marchande -- discipline -- apprentissage -- école			
3332		centre d'information, employeur, ouvrier, travail			
3333		organisme professionnel, santé publique, pharmacie			
3334		Arrêté 24 août 1944 relatif au groupement interprofessionnel du tartre. produit tartreux, c			fixation du taux de la redevance instituée par l'arrêté du 11/12/1942.
3335		organisme professionnel, santé publique, pharmacie			
3336		agriculture, alimentation, glace alimentaire, fraude			relatif au commerce des crèmes glacées, des glaces et des sorbets

3337	04/01/44	Décret		Etat Français	de nomination du directeur général des chantiers de la jeunesse par intérim	83	JO 5 janvier 1944
3338	04/01/44	Décret		Etat Français	modifie le décret du 10-02-1939 relatif aux conditions d'accès des sténodactylographes de la caisse nationale de crédit agricole à l'emploi de commis d'ordre et de comptabilité	700	JO 5 mars 1944
3339	04/01/44	Décret	377	Etat Français	relatif au régime transitoire des assurances sociales agricoles	690	JO 4 mars 1944
3340	04/01/44	Loi	3	Etat Français	relatif à la création d'une direction générale des chantiers de la jeunesse	82	JO 5 janvier 1944
3341	04/01/44	Loi	53	Etat Français	relative à la perception des cotisations des assurances sociales agricoles	698	JO 5 mars 1944
3342	04/01/44	Ordonnance		Etat Français	portant prorogation de 3 mois des délais impartis à l'art. 30 de l'ord. du 18 oct. 1943 : élections des conseils départementaux de l'ordre des médecins	38	JO 13 janvier 1944
3343	05/01/44	Arrêté		Etat Français	fixant le prélèvement pour la couverture des dépenses de gestion des caisses d'assurances sociales maladie maternité		
3344	05/01/44	Arrêté		Etat Français	création de cotisations au profit des sous-sections "importations, exportations et commerce intérieur" du groupement du commerce colonial en Indochine	124	JO 8 janvier 1944
3345	05/01/44	Arrêté		Etat Français	instituant une indemnité d'usage de bicyclette en faveur des chefs de secteurs d'état-civil et inspecteurs du service des sépultures militaire	181	JO 15 janvier 1944

3337		personnel, chantier de jeunesse, commissariat général			
3338		recrutement, caisse nationale de crédit agricole, personnels, crédit mutuel agricole			
3339		organisme de gestion, agriculture, accident du travail, sécurité sociale			modifie le décret du 28-06-1941 (art. 2 : mesures d'application de la législation concernant les assurances sociales et l'allocation aux vieux travailleurs seront prises conjointement par le ministre du travail et le ministre à l'agriculture et au ravitaillement; art. 5 : les services régionaux des assurances sociales agiront conformément aux instructions communes du ministre du travail et du ministre de l'agriculture et du ravitaillement pour l'exécution des décisions relevant de ces deux ministres)
3340		personnel, chantier de jeunesse, commissariat général			
3341		assurance, agriculture, sécurité sociale			Perception des cotisations : abroge les dispositions contraires contenues dans les art. 3 et 5 du décret du 30-10-1935 fixant le régime des assurances sociales applicable à l'agriculture.
3342		organisme, santé, médecine			
3343		assurance agricole, agriculture, sécurité sociale			
3344		groupement professionnel, outre-mer			fixation de l'assiette et du taux des cotisations en fonction des sous-sections
3345		sépulture militaire, inspecteur, chef de secteur, ancien combattant, personnels, indemnité			

3346	05/01/44	Arrêté		Etat Français	de nomination de présidents et de vice-présidents auprès des comités départementaux des céréales	178	JO 15 janvier 1944
3347	05/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif à la création d'une commission de contrôle de l'emploi des avances ou subventions aux œuvres sociales du ministère du travail	271	JO 25 janvier 1944
3348	05/01/44	Arrêté		Etat Français	de nomination de membres	246	JO 22 janvier 1944
3349	05/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif aux associations professionnelles de fonctionnaires	226	JO 20 janvier 1944
3350	05/01/44	Arrêté		Etat Français	fixant une liste d'actes dont l'exécution est réservée aux personnes munies du diplôme de docteur en médecine	148	JO 11 janvier 1944
3351	05/01/44	Arrêté		Etat Français	instituant au profit du groupe spécialisé des planteurs de tabac indigènes une retenue sur le prix des tabacs de la récolte 1943		
3352	05/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif à la répartition des céréales panifiables entre les moulins	166	JO 14 janvier 1944
3353	05/01/44	Arrêté		Etat Français	création d'une cotisation au profit de la sous-section locale des producteurs de caoutchouc en Indochine du groupement professionnel des productions agricoles et forestières	124	JO 8 janvier 1944
3354	05/01/44	Arrêté		Etat Français	de nomination de membres	124	JO 8 janvier 1944

3346		comite communal, comite temporaire, comite, comité départemental, céréale			
3347		oeuvre sociale, administration publique, ministère du travail, travail	Arrêté 28 avril 1946.		
3348		enseignement, comite professionnel, musique			
3349		comité professionnel, viande			
3350		santé, médecine			
3351					
3352		blé -- ravitaillement			modification de l'art. 2 de arrêté du 07-02-1943, quantité de seigle a écraser et de l'art. 5 dudit arrêté
3353		groupement professionnel, outre-mer	Arrêté 31 juillet 1944		
3354		famille, conseil			conseil supérieur de la famille.

3355	05/01/44	Arrêté		Etat Français	modification des tarifs prévus par l'article 1er de arrêté du 20 octobre 1942 en ce qui concerne les géomètres agréés	204	JO 18 janvier 1944
3356	05/01/44	Décret	56	Etat Français	portant modification du décret n° 2019 du 12 juillet 1943	345	JO 1° février 1944
3357	05/01/44	Décret	61	Etat Français	portant modification de l'article 1er du décret du 1 juillet 1939 complétant l'aire de production des vins a appellation contrôlée "cotes canon Fronsac"	216	JO 19 janvier 1944
3358	05/01/44	Décret	60	Etat Français	modification de l'art. 1er du décret du 24-12-1939 relatif a l'aire de production des vins d'appellation contrôlée "coteaux de Touraine"	216	JO 19 janvier 1944
3359	05/01/44	Décret	58	Etat Français	délimitant l'aire de production des vins d'appellation "petit chablis" par communes	225	JO 20 janvier 1944
3360	05/01/44	Décret		Etat Français	relatif au comité temporaire du contentieux	55	JO 15 janvier 1944
3361	05/01/44	Décret		Etat Français	relatif a la fixation du prix du sorgho métropolitain pour la récolte 1943	541	JO 20 février 1944
3362	05/01/44	Décret	56	Etat Français	modification du décret no 2019 du 12 juillet 1943 et notamment de son art. 28	541	JO 20 février 1944
3363	05/01/44	Décret		Etat Français	relatif à l'aire de production des vins de "rasteau"	215	JO 19 janvier 1944

3355		immeuble, remembrement	Arrêté 30 avril 1945		
3356		céréale, campagne 1943-1944, taxe, prix, redevance, régime financier	Décret 24 avril 1944		fixation du nouveau prix des farines de blé et de seigle et du taux des redevances compensatrices applicables aux céréales de la campagne 1943-1944
3357		cotes de Fronsac, cotes de canon Fronsac, appellation contrôlée, fraude, vin			
3358		Touraine, appellation contrôlée, fraude, vin			
3359		chablis, appellation contrôlée, fraude, vin	Décret 24 novembre 1973 ; Décret n° 78-239 du 27 février 1978 ; Décret 1 ^{er} octobre 1985 ; Décret 19 mars 1998 ; Décret 25		cépage utilisé : beaunois. les moûts devront contenir 162 g de sucre naturel par litre le degré est fixé 9,5 au minimum la production est limitée à 40 hectolitres à l'hectare les raisins devront être récoltés à bonne maturité l'appellation contrôlée devra figurer en termes apparents sanctions prévues en application des art. 1 et 2 de la loi du 01-08-1905 sur la répression des fraudes, de l'art. 8 de la loi du 06-05-1919 sur les appellations d'origine, et de l'art. 13 du décret du 19-08-1921 relatif aux fraudes sur les vins.
3360		contentieux, comité, conseil d'Etat			Nomination de M. Eugène Bonfanti.
3361		sorgho, céréale			application des dispositions du titre II du décret 2019 du 12-01-1943 fixant le prix et les modalités de paiement et de stockage des céréales pour la campagne 1943-1944 non application au sorgho de l'art. 8 (titre I) du décret 2019 précité
3362		céréale, campagne 1943-1944, taxe, prix, redevance, régime financier			fixation du prix de vente des sons et issues par les meuniers et semouliers et du prix de vente des sons et issues de meunerie de sarrasin.
3363		rasteau, appellation contrôlée, fraude, vin	Décret 24 février 1949 ; Décret 13 avril 1951 ; Décret 23 novembre 1953 ; Décret 7 octobre 1954 ; Décret 23 octobre 1957 ;		cépages utilisés et méthode de taille méthodes de vinification des vins doux naturels et des vins de liqueur la production est limitée à 35 hectolitres par hectare. la mention "appellation contrôlée" devra être apparente. Application des art. 1 et 2 de la loi du 01-08-1905 relative à la répression des fraudes de l'art. 8 de la loi du 06-05-1919 relative aux appellations contrôlées et de l'art. 13 du décret du 19-08-1921 relatif à la répression des fraudes sur les vins.

3364	05/01/44	Décret	62	Etat Français	modifiant l'article 1er du décret du 4 mars 1937 complétant l'aire de production des vins à appellation contrôlée "cotes de Fronsac"	216	JO 19 janvier 1944
3365	05/01/44	Loi	5	Etat Français	modifiant la loi du 3 août 1943 relative à la vente et à la circulation des eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac	873	JO 23 mars 1944
3366	05/01/44	Loi	28	Etat Français	modifiant la loi n° 380 du 6 juillet 1943 relative à l'adaptation de gazogènes sur les tracteurs agricoles	342	JO 1° février 1944
3367	05/01/44	Loi		Etat Français	modifiant la loi du 18 janvier 1929 relative à l'apprentissage agricole	147	JO 15 janvier 1944
3368	05/01/44	Loi	13	Etat Français	relative à l'équipement national	150	JO 12 janvier 1944
3369	05/01/44	Loi	26	Etat Français	relative aux comités communaux des céréales et au paiement des indemnités de livraison des contingents de soudure de blé et de seigle	562	JO 23 février 1944
3370	06/01/44	Arrêté		Etat Français	approuvant les modifications apportées au règlement intérieur du Crédit national	144	JO 11 janvier 1944
3371	06/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif aux contrôles médicaux	181	JO 15 janvier 1944
3372	06/01/44	Loi		Etat Français	créant un secrétariat d'Etat à l'information et à la propagande	115	JO 7 janvier 1944

3364		cotes de Fronsac, cotes de canon Fronsac, appellation contrôlée, fraude, vin			
3365		alcool, définition, cru, production			définition des facilités accordées aux bouilleurs de cru, pour les eaux de vie de cognac et d'armagnac (modification du par. 1 de l'art. 6 de la loi du 03-08-1943).
3366		circulation , gazogène		ordonnance 31 mars 1945	
3367		agriculture, apprentissage			Simplification de la mise en place de l'apprentissage, dont le contrat peut être reçu devant notaire, greffier des justices de paix, syndics régionaux des unions régionales corporatives.
3368		direction, équipement			abroge l'art. 1 de la loi du 27-04-1942 relative a l'équipement national sur la délégation générale.
3369		céréale, campagne 1943-1944, taxe, prix, redevance, régime financier		Ordonnance n° 2006-594 du 23 mai 2006	modification de la loi no 405 du 12 juillet 1943 et notamment de l'art. 10 de ladite loi : institution dans chaque commune d'un comité communal des céréales sous la présidence du maire. l'art. 11 : rôle consultatif (auprès du maire) du comité communal pour tout ce qui concerne les céréales panifiables fonctions et obligations du secrétaire du comité précité art. 25 (al. 1) : octroi d'une indemnité globale par commune après la livraison des contingents de blé et de seigle : modalités de fixation du taux de ladite indemnité
3370		crédit -- national - règlement -- modification			
3371		pension -- militaire -- contrôle -- médecine			
3372		ministère -- information -- propagande -- secrétariat d'Etat	Voir rectificatif au JO du 13 janvier 1944.		C'est le poste ministériel créé pour Philippe Henriot (1889–1944). Professeur de français élu député de la Gironde en 1932 puis toujours réélu, il est antibelligiste en 1938. Il vote les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain auquel il se range. Il anime une chronique bihebdomadaire à la radio à partir de 1942, jugée redoutable par la résistance. Il écrit dans Gringoire et Combat, l'organe de la Milice qu'il rejoint peu de temps après sa création. Après sa nomination à un poste ministériel, il prend le contrôle de la radiodiffusion dont

3373	06/01/44	Loi	31	Etat Français	relative aux secours attribués aux réfugiés et aux sinistrés	213	JO 19 janvier 1944
3374	06/01/44	Ordonnance		Etat Français	relative à la banque de l'Algérie	70	JO 22 janvier 1944
3375	08/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif à la déclaration obligatoire des pépinières commerciales ou privées		
3376	08/01/44	Arrêté		Etat Français	portant homologation du règlement n° 3 du comité central de ravitaillement du poisson		
3377	07/01/44	Arrêté		Etat Français	concernant le ferrailage d'une tranche de véhicules automobiles		JO 30 janvier 1944
3378	08/01/44	Loi	10	Etat Français	relative à l'indemnisation des pertes de salaires résultant de circonstances consécutives à l'état de guerre	141	JO 10-11 janvier 1944
3379	10/01/44	Décret	71	Etat Français	modifiant le tarif de solde d'activité des militaires et assimilés des armées de terre, de l'air et de la mer		
3380	11/01/44	Arrêté		Etat Français	autorisant le comité d'organisation des industries et des métiers d'art à percevoir une taxe		
3381	11/01/44	Arrêté		Etat Français	autorisant le comité d'organisation de la brosserie, de la tabletterie et des industries connexes à percevoir une taxe		

3373		sinistre, indemnité, dommage de guerre, secours, réfugié	Ordonnance n° 45-39 du 8 janvier 1945 de validation du texte.		fixation d'allocations journalières d'assistance aux personnes nécessiteuses évacuées ou relogées dont les ressources ne dépassent pas 1200 francs par personne ou 1800 francs pour deux personnes. interdiction du cumul avec d'autres allocations. indemnité de logement, du chauffage et d'éclairage. la direction des réfugiés et sinistres est autorisée à céder aux réfugiés certaines fournitures nécessaires.
3374	Algérie, Tunisie	banque, Algérie, Tunisie			Une nouvelle avance de 4 milliards de francs est consentie par convention du janvier 1944. La banque de l'Algérie devient banque de l'Algérie et de la Tunisie en 1949.
3375					
3376					
3377					
3378		contrat -- travail -- salaire -- perte -- indemnité			
3379					
3380					
3381					

3382	11/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession d'architecte		
3383	13/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif au financement de la normalisation		
3384	15/01/44	Arrêté		Etat Français	créant trois comités particuliers au sein du comité d'organisation des commerces auxiliaires de la production agricole et nommant les membres de ces comités		
3385	15/01/44	Décret	32	Etat Français	renforçant les pouvoirs de l'administration indochinoise en matière de règlements généraux de travail	243	JO 21 janvier 1944
3386	15/01/44	Décret	30	Etat Français	étendant aux territoires de l'Indochine les dispositions de l'article 101 du décret-loi du 20 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française et celle des articles 1 ^o , 2, 3 et 4 de la loi du 8 août 1941 relative à l'adoption et à la	243	JO 21 janvier 1944
3387	15/01/44	Loi	2	Etat Français	modifiant la loi du 3 décembre 1942	189	JO 16 janvier 1944
3388	15/01/44	Loi	9	Etat Français	relative à la contribution des familles aux frais d'entretien et de placement des mineurs confiés à des personnes charitables ou à des institutions publiques ou privées en application de la loi du 22 juillet 1912	406	JO 8 février 1944
3389	17/01/44	Arrêté		Etat Français	instituant une taxe professionnelle en vue de couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation des entreprises de déménagements et gardes-meubles		
3390	17/01/44	Arrêté		Etat Français	instituant une commission administrative de reclassement des prisonniers de guerre		

3382					
3383					
3384					
3385	Indochine.	outre-mer			
3386	Indochine.	outre-mer			
3387		armes (détentioп) -- explosif			"Toute recherche d'armes, de munitions ou d'explosifs en vue de leur détention ou de leur transport et toute entente aux mêmes fins seront punies comme la détention ou le transport".
3388		frais, enfant, mineur, délinquance, criminel			
3389					
3390					

3391	17/01/44	Décret	217	Etat Français	portant classification des magistrats et du personnel des cours et tribunaux dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943	200 et s.	JO 17-18 janvier 1944
3392	17/01/44	Décret	218	Etat Français	portant classification des magistrats et des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la Justice dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943	200 et s.	JO 17-18 janvier 1944
3393	17/01/44	Décret	219	Etat Français	portant classification des membres du personnel des bureaux du Conseil d'Etat dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943	200 et s.	JO 17-18 janvier 1944
3394	18/01/44	Décret	22	Etat Français	approuvant les actes du gouverneur général de l'Indochine du 20 novembre 1943, portant remaniement du budget général et du 29 novembre 1943 portant remaniement du budget de l'exploitation des chemins de		JO 19 janvier 1944
3395	18/01/44	Loi	19	Etat Français	fixant la rémunération due aux officiers publics pour la rédaction des certificats de propriété en matière d'assurances sociales	286	JO 27 janvier 1944
3396	18/01/44	Loi	14	Etat Français	modifiant la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat	215	JO 19 janvier 1944
3397	18/01/44	Loi	4	Etat Français	relative au crédit aux sociétés coopératives ouvrières de production, de consommation et artisanales	222	JO 20 janvier 1944
3398	20/01/44	Loi	38	Etat Français	instituant des cours martiales	238	JO 21 janvier 1944
3399	22/01/44	Arrêté		Etat Français	déterminant les modalités de l'indemnisation des pertes de salaires résultant de l'application de l'arrêté du 3 décembre 1943	259	JO 23 janvier 1944

3391		Justice, administration, magistrat			
3392		Justice, administration			
3393		Justice, administration			
3394	Indochine	outre-mer			
3395		assurances, social, notaire, greffier			Emolument fixe dont la somme doit donc être régulièrement revue.
3396		Conseil d'Etat, composition, nomination			42 conseillers en service ordinaire. 18 conseillers en plus du président dans le service du contentieux.
3397		artisan, société, crédit, coopérative			Caisse centrale de crédit coopératif. Réforme de la loi du 17 juin 1938 modifiée par le décret du 29 juillet 1939.
3398		justice -- cour martial			Ce sont les cours établies par le secrétariat général au maintien de l'ordre.
3399		travail, commerce, industrie, électricité			

3400	22/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif au renouvellement des cartes individuelles d'alimentation	346	JO 31 janvier-1° février 1944
3401	24/01/44	Arrêté		Etat Français	relatif au taux des rations pour le mois de février 1944	290	JO 27 janvier 1944
3402	24/01/44	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 29 juin 1942, réglementant les conventions d'affrètement pour la navigation intérieure et organisation des chambres syndicales des courtiers de fret		JO 23 mars 1944
3403	25/01/44	Décret	416	Etat Français	modifiant l'article 6 du décret du 12 juillet 1941 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale	400	JO 6 février 1944
3404	26/01/44	Arrêté		Etat Français	modifiant le tarif de l'impôt sur les vélocipèdes	324	JO 29 janvier 1944
3405	27/01/44	Arrêté		Etat Français	concernant le commerce des produits sidérurgiques		JO 13 février 1944
3406	27/01/44	Loi	40	Etat Français	ayant pour objet la reconstitution des registres que tiennent les greffiers des tribunaux de commerce pour l'inscription des priviléges sur fonds de commerce ou des warrants et qui ont été détruits ou ont disparu au cours de la		JO 3 février 1944
3407	27/01/44	Loi	35	Etat Français	modifiant l'article 3 de la loi du 7 septembre 1941 instituant un tribunal d'Etat, modifié par la loi n° 219 du 14 avril 1943		JO 29 janvier 1944
3408	27/01/44	Loi	21	Etat Français	portant modification de la loi du 5 juillet 1944 sur les brevets d'invention		JO 30 janvier 1944

3400		ravitaillement, rationnement, carte			
3401		ravitaillement, rationnement			
3402					
3403					
3404		impôt, taxe, vélocipède			taxe fixe augmentée ; article 329 du code des contributions indirectes.
3405					
3406		tribunal -- commerce			
3407		justice -- tribunal d'Etat			
3408					

3409	27/01/44	Loi	27	Etat Français	portant modification et codification des textes concernant les taxes à la production, la taxe sur les transactions et la taxe locale additionnelle à la taxe sur les transactions		JO 29 janvier 1944
3410	27/01/44	Loi	33	Etat Français	relative à la récupération et à l'indemnisation des heures perdues par suite d'interruptions collectives de travail provoquées par les alertes humaines	323	JO 29 janvier 1944
3411	27/01/44	Loi	34	Etat Français	réprimant les vols et détournements au préjudice des prisonniers de guerre		JO 2 février 1944
3412	28/01/44	Loi	48	Etat Français	relative au recensement des véhicules automobiles utilitaires en zone Sud		JO 29 janvier 1944
3413	29/01/44	Loi	43	Etat Français	accordant un délai complémentaire pour la souscription de déclarations tardives ou rectificatives de la récolte de vin de 1943		JO 30 janvier 1944
3414	31/01/44	Arrêté		Etat Français	portant modification provisoire des heures de travail et des conditions d'attribution du repos hebdomadaire pour certains établissements		JO 26 février 1944
3415	31/01/44	Loi	516	Etat Français	modifiant le décret du 26 décembre 1940 relatif à l'alimentation du fonds de garantie des accidents du travail		JO 13 février 1944
3416	31/01/44	Loi	75	Etat Français	portant réforme fiscale		JO 13 février 1944
3417	01/02/44	Loi	54	Etat Français	étendant le champ d'application de la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'œuvre		JO 2 février 1944

3409					
3410		travail, salaire			
3411					
3412					
3413					
3414					
3415					
3416					
3417					

3418	01/02/44	Loi	50	Etat Français	relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel		JO 6 février 1944
3419	01/02/44	Loi	56	Etat Français	réprimant les actes contre l'exécution des lois ou contre les ordres du Gouvernement commis par des fonctionnaires		JO 2 février 1944
3420	01/02/44	Loi	55	Etat Français	sanctionnant les obligations des employeurs au regard des mesures de contrôle d'emploi de la main-d'œuvre		JO 2 février 1944
3421	03/02/44	Loi	44	Etat Français	modifiant les articles 163, 195, 357 et 369 du Code d'instruction criminelle		JO 5 février 1944
3422	04/02/44	Loi	49	Etat Français	modifiant la loi du 29 juillet 1943 réglant le contrôle et la répression des infractions en matière de répartition des produits industriels		JO 5 février 1944
3423	05/02/44	Décret	384	Etat Français	modifiant le décret du 15 mai 1934 relatif à la répartition en classes des tribunaux de première instance		JO 10 février 1944
3424	05/02/44	Loi	69	Etat Français	modifiant la loi n° 994 du 7 novembre 1942 portant réorganisation de la radiodiffusion nationale		JO 17 février 1944
3425	05/02/44	Loi	58	Etat Français	prorogeant la loi du 9 février 1943 portant suspension temporaire d'élection dans l'enseignement supérieur		JO 11 février 1944
3426	05/02/44	Loi	57	Etat Français	relative au taux de certaines amendes		JO 17 février 1944

3418		loi -- application			Peine prévue de prison de 2 à 10 ans ou amende du 10000 à 500000 F
3419					
3420					
3421		code -- instruction -- pénal			163 : "Tout jugement définitif de condamnation sera motivé et le texte de loi appliqué y sera indiqué" (la mention "sous peine de nullité" disparaît).
3422		marché noir			
3423		justice -- tribunal -- organisation			
3424					La loi assure au secrétaire d'Etat à l'information et à la propagande (voir la loi du 6 janvier 1944) un contrôle sur les nominations et la présidence du conseil d'administration de la radiodiffusion française.
3425					
3426					

3427	07/02/44	Arrêté		Etat Français	fixant les indices prévus pour le calcul des provisions pour renouvellement des stocks, de l'outillage et du matériel		JO 19 février 1944
3428	07/02/44	Arrêté		Etat Français	relatif à la police des animaux à la frontière		JO 11 février 1944
3429	08/02/44	Loi	72	Etat Français	portant réorganisation du contrôle économique		JO 11 février 1944
3430	11/02/44	Décret	470	Etat Français	modifiant la compétence territoriale des tribunaux de Bonneville et d'Annecy (Haute-Savoie)		JO 18 février 1944
3431	11/02/44	Décret	23	Etat Français	portant révision des salaires dus aux conservateurs des hypothèques à raison de l'accomplissement des formalités hypothécaires		JO 17 février 1944
3432	11/02/44	Loi	22	Etat Français	modifiant le Code des douanes		JO 18 février 1944
3433	11/02/44	Loi	67	Etat Français	portant limitation des parts de saisissements sur le produit des amendes et confiscations en matière de contributions indirectes		JO 18 février 1944
3434	11/02/44	Loi	78	Etat Français	relative à la procédure devant les cours martiales		JO 13 février 1944
3435	11/02/44	Loi	65	Etat Français	relative au régime financier du fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat		JO 18 février 1944

3427					
3428		animaux			
3429					
3430	Haute-Savoie	justice -- organisation -- compétence			
3431					
3432					
3433					
3434		justice -- cour martiale -- procédure			
3435					

3436	14/02/44	Loi	64	Etat Français	modifiant l'article 17, paragraphe 4, de la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, au traitement et à l'avancement des magistrats		JO 15 février 1944
3437	15/02/44	Arrêté		Etat Français	allouant une indemnité de fonctions aux greffiers, commis et secrétaires de parquet		JO 23 mars 1944
3438	15/02/44	Arrêté		Etat Français	relatif au blocage des provisions pour renouvellement du matériel et des stocks		JO 15 mars 1944
3439	15/02/44	Loi	73	Etat Français	relative au délai d'exécution des prestations dues pour l'exercice 1943		JO 23 février 1944
3440	17/02/44	Arrêté		Etat Français	concernant la limitation de la consommation du gaz de ville		JO 20 février 1944
3441	19/02/44	Loi	94	Etat Français	modifiant la loi du 5 juin 1944		JO 25 février 1944
3442	21/02/44	Décret	518	Etat Français	destiné à apporter des dérogations, d'un caractère exceptionnel et transitoire, au règlement d'administration publique du 29 avril 1937 sur les engrains et amendements		JO 27 février 1944
3443	21/02/44	Décret	227	Etat Français	prorogeant le tarif des avoués		JO 23 février 1944
3444	21/02/44	Décret	229	Etat Français	prorogeant le tarif des greffiers		JO 23 février 1944

3436		justice -- magistrat -- organisation			
3437		justice -- rémunération -- organisation			
3438					
3439					
3440		rationnement			
3441		justice -- section spéciale -- compétence			Modification de l'article 6 : "La section spéciale compétente sera celle du lieu du crime ou du délit, celle de la résidence du prévenu, celle du lieu où il pourra être trouvé, ou celle de la résidence du prévenu, celle du lieu où il pourra être trouvé, ou celle du lieu de sa détention. Si, lorsque la section spéciale est saisie, le prévenu est transféré hors de son ressort, il pourra, quel que soit l'&daté de la procédure et nonobstant les termes de l'ordonnance de renvoi, être traduit devant la section spéciale de son nouveau lieu de détention
3442					
3443		justice -- avoués -- tarif			
3444		justice -- avoués -- tarif			

3445	21/02/44	Décret	260	Etat Français	prorogeant le tarif des notaires		JO 23 février 1944
3446	21/02/44	Décret	228	Etat Français	relatif au tarif des huissiers		JO 23 février 1944
3447	21/02/44	Loi	89	Etat Français	autorisant la constitution de caisses mutuelles de garantie contre les risques de guerre en matière industrielle et commerciale		JO 29 février 1944
3448	21/02/44	Loi	17	Etat Français	complétant l'article 1° du décret-loi du 26 mai 1940 étendant le champ d'application de la loi du 20 juin 1920 ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions		JO 29 février 1944
3449	21/02/44	Loi	79	Etat Français	concernant le statut des emprunts émis par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest		JO 23 février 1944
3450	21/02/44	Loi	76	Etat Français	modifiant l'article 378 du Code pénal		JO 23 février 1944
3451	22/02/44	Décret	134	Etat Français	relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions aux lois de douane		JO 25 février 1944
3452	22/02/44	Loi	68	Etat Français	complétant les dispositions de l'article 18 du décret-loi du 29 novembre 1939 tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1° septembre 1939		JO 24 février 1944
3453	22/02/44	Loi	90	Etat Français	relative à la publicité des actes, conventions et jugements en matière de cinématographie		JO 10 mars 1944

3445					
3446					
3447					
3448					
3449					
3450		code pénal			
3451					
3452					
3453		cinéma			

3454	22/02/44	Loi	84	Etat Français	sur le financement des fabrications de démarrage faisant l'objet de lettres d'agrément		JO 26 février 1944
3455	23/02/44	Arrêté		Etat Français	portant réglementation de l'éclairage public et privé en temps de guerre		JO 24 février 1944
3456	23/02/44	Arrêté		Etat Français	portant réglementation des mesures de défense passive relatives à la mise à l'abri de la population civile et à la protection des immeubles		JO 24 février 1944
3457	23/02/44	Loi	101	Etat Français	complétant et modifiant la réglementation générale sur la défense passive		JO 24 février 1944
3458	28/02/44	Décret	601	Etat Français	modifiant le décret du 18 septembre 1925 relatif au tarif des huissiers en matière de contributions directes, de taxes assimilées et d'amendes		JO 31 mars 1944
3459	28/02/44	Loi	77	Etat Français	réprimant les vols commis au préjudice des ouvriers français travaillant à l'étranger		JO 29 février 1944
3460	29/02/44	Loi	30	Etat Français	complétant la loi du 10 octobre 1940 relative au conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français		JO 5 mars 1944
3461	29/02/44	Loi	127	Etat Français	portant modification de la loi du 27 juillet 1940, modifiée par les lois des 21 novembre et 31 décembre 1940, 1 ^{er} juin et 10 novembre 1941, 16 février et 2 novembre 1943 et relative à l'organisation de la production laitière		JO 15 mars 1944
3462	01/03/44	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des denrées et produits alimentaires destinés à la consommation familiale		JO 3 mars 1944

3454					
3455		rationnement -- consommation -- énergie			
3456		défense passive			
3457		défense passive			
3458					
3459					
3460					
3461					
3462		rationnement			

3463	01/03/44	Décret	693	Etat Français	relatif aux dépenses administratives de la corporation nationale de la presse française		JO 11 mars 1944
3464	01/03/44	Loi	110	Etat Français	relative au recensement du matériel de guerre		JO 11 mars 1944
3465	02/03/44	Loi	115	Etat Français	tendant à assurer aux salariés, membres de différents organismes professionnels et corporatifs institués par la loi du 4 octobre 1941, des garanties de stabilité d'emploi		JO 3 mars 1944
3466	03/03/44	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 12 août 1941 fixant les mesures d'application de la loi du 15 mars 1941 et de la loi du 26 juillet 1941 instituant une taxe exceptionnelle sur la plus-value des valeurs mobilières		JO 18 mars 1944
3467	04/03/44	Loi	91	Etat Français	autorisant à titre temporaire, certaines personnes à contracter mariage sans comparution personnelle		JO 7 mars 1944
3468	04/03/44	Loi	116	Etat Français	modifiant le décret du 1 ^{er} septembre 1939 tendant à assurer, en cas de guerre, le fonctionnement des cours et tribunaux et la sauvegarde des archives		JO 5 mars 1944
3469	04/03/44	Loi	117	Etat Français	modifiant temporairement la compétence de certaines juridictions répressives	849	JO 21 mars 1944
3470	07/03/44	Décret	642	Etat Français	incorporant divers textes au Code des contributions indirectes		JO 14 mars 1944
3471	07/03/44	Décret		Etat Français	relatif aux frais de procédure en matière d'assurances sociales	1038	JO 11 avril 1944

3463		presse --			
3464					Matériel de guerre pas encore livré à la commission allemande d'armistice
3465					
3466					
3467		mariage			mariage par procuration, adopté notamment pour les prisonniers de guerre
3468		justice -- organisation de la nation en temps de guerre -- archives			"Lorsque, par suite d'évènements de guerre, de mesures d'évacuation, des nécessités de l'occupation ou de toute autre cause, le fonctionnement des services judiciaires ne pourra être normalement assuré, le garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice, pourra, par arrêté, soit fixer le nouveau siège des diverses juridictions, soit les rattacher à d'autres juridictions, soit apporter toutes modifications au ressort territorial de ces juridictions et à leur compétence "ratione loci". Il pourra prendre,
3469		justice -- compétence			"Jusqu'à une date qui sera fixée par décret, les juridictions d'instruction ou de jugement dans le ressort desquelles n'existe pas de maison d'arrêt pourront, dans les procédures suivies contre des prévenus ou inculpés détenus, être dessaisies au profit de la juridiction du même ordre siégeant au lieu de détention. Ce dessaisissement sera réalisé par ordonnance deux président du tribunal compétent "ratione loci", rendue sans comparution de l'inculpé ou prévenu et qui ne sera susceptible daucun recours. Il
3470					
3471		assurance -- social -- procédure -- frais -- greffier -- tarif			Modification du décret du 30 mars 1938 fixant les émoluments des greffiers pour les instances nécessitées par l'application de la législation sur les assurances sociales.

3472	07/03/44	Loi	112	Etat Français	concernant l'application aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché et aux sociétés anonymes de crédit immobilier et d'habitations à bon marché de certaines dispositions de la loi du 4 mars 1943 relatives aux		JO 18 mars 1944
3473	07/03/44	Loi	105	Etat Français	portant organisation des services médico-sociaux de la main-d'œuvre		JO 10 mars 1944
3474	11/03/44	Arrêté		Etat Français	relatif à l'application de l'article 3 de la loi du 8 janvier 1944 concernant l'indemnisation des pertes de salaires résultant des circonstances consécutives à l'état de guerre		JO 16 mars 1944
3475	13/03/44	Arrêté		Etat Français	relatif à l'incidence de la mise en ordre des salaires sur la fixation des prix		JO 15 mars 1944
3476	15/03/44	Loi	135	Etat Français	relative à la transformation obligatoire de certains véhicules automobiles pour la marche au gazogène		JO 16 mars 1944
3477	16/03/44	Loi	120	Etat Français	modifiant la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes		JO 19 mars 1944
3478	16/03/44	Loi	119	Etat Français	modifiant la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire		JO 19 mars 1944
3479	16/03/44	Loi	143	Etat Français	modifiant la loi n° 517 du 18 avril 1942 relative à la constitution du Gouvernement		JO 17 mars 1944
3480	18/03/44	Décret	774	Etat Français	modifiant le décret du 5 octobre 1920 portant règlement d'administration publique sur les frais de justice en matière criminelle de police correctionnelle et de simple police		JO 21 mars 1944

3472		SA			
3473		travail			
3474					
3475		prix			
3476		voiture			
3477		mineurs -- prison			
3478		casier judiciaire			Mention des condamnations
3479					
3480		justice -- frais -- procédure -- indemnité			

3481	20/03/44	Loi	133	Etat Français	instituant un certificat d'aptitude à la profession de pédicure et définissant l'exercice illégal de cette profession		JO 29 mars 1944
3482	20/03/44	Loi	108	Etat Français	portant création à titre temporaire de postes de magistrats et de greffiers dans divers tribunaux		JO 21 mars 1944
3483	20/03/44	Loi	141	Etat Français	relative à la personnalité civiles des organismes professionnels		JO 26 mars 1944
3484	20/03/44	Loi		Etat Français	réprimant les activités clandestines	1018	JO 8 avril 1944
3485	21/03/44	Loi	130	Etat Français	modifiant l'article 29 de la loi n° 405 du 12 juillet 1943 relative à l'organisation du marché des céréales pour la campagne 1943-1944		JO 23 mars 1944
3486	24/03/44	Loi		Etat Français	modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes, modifiée par la loi du 15 février 1943	969	JO 2 avril 1944
3487	27/03/44	Loi		Etat Français	autorisant l'émission de titres amortissables par annuités	945	JO 30 mars 1944
3488	29/03/44	Décret	855	Etat Français	relatif aux émoluments des greffiers		JO 31 mars 1944
3489	29/03/44	Loi	145	Etat Français	relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels		JO 31 mars 1944

3481					
3482	Pour les 16 CA de métropole. Effectifs précis du personnel judiciaire	justice -- personnel -- magistrat -- greffier			
3483					
3484		sécurité -- répression -- fonctionnaire -- révocation -- résistance			Hors les cas de compétence de la section spéciale par application de la loi du 5 juin 1943, les infractions prévues par la loi sont déferés au tribunal spécial constitué par la loi du 24 avril 1941.
3485					
3486					
3487					
3488		justice -- greffier - rémunération			tpi, tribunaux de commerce, justices de paix.
3489					

3490	30/03/44	Décret		Etat Français	portant incorporation dans le code des douanes de divers textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code	1028	JO 9 avril 1944
3491	31/03/44	Arrêté		Etat Français	fixant l'allocation des greffiers des tribunaux de commerce	982	JO 4 avril 1944
3492	31/03/44	Loi		Etat Français	portant création d'un office des comités sociaux	1019	JO 7 avril 1944
3493	31/03/44	Loi		Etat Français	relative au secours national	971	JO 4 avril 1944
3494	01/04/44	Loi		Etat Français	modifiant l'article 41 de la loi du 27 mars 1941 relative à la solde et aux pensions des agents de poudrerie qui ne seront pas admis dans le cadre des agents des fabrications chimiques	985	JO 5 avril 1944
3495	01/04/44	Loi	81	Etat Français	portant organisation du service de l'assurance crédit Etat		
3496	01/04/44	Loi	149	Etat Français	relative à la vente des thermomètres médicaux		JO 18 mai 1944
3497	01/04/44	Loi		Etat Français	relative à une modification de l'article 2 de la loi du 19 novembre 1943 et à la subdivision, à titre provisoire, d'un directeur répartiteur au groupement interprofessionnel chargé de la répartition et de la	986	JO 5 avril 1944
3498	01/04/44	Loi		Etat Français	relative au financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays	986	JO 5 avril 1944

3490		douane -- code -- législation			
3491					
3492					
3493		travail -- charte -- comité -- office	rectification au JO du 8 avril 1944.		Dissolution de l'association déclarée sous le nom : Office des comités sociaux, 2 rue Pierre-Marie-Faye, Tarare (Rhône).
3494					
3495					
3496		médecine			
3497		production -- répartition -- groupements			
3498		restriction			

3499	06/04/44	Avis		Etat Français	relatif aux tarifs établis pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail	93	JO 6 avril 1944
3500	07/04/44	Loi		Etat Français	modifiant la loi du 4 octobre (30 septembre) 1940 relative au recrutement des magistrats appelés à compléter temporairement le personnel des tribunaux maritimes	1019	JO 8 avril 1944

3499		rentes -- tarif			
3500		justice -- marine - tribunal -- personnel			